Directive concernant l'admission au secondaire 2 des élèves des écoles privées suisses et des élèves scolarisés à domicile

La conseillère d'État, Cheffe du département de l'éducation et de la famille,

vu le règlement des études des lycées cantonaux (admission, promotion et examens, du 13 mai 1997 ;

vu le règlement général des filières de maturité professionnelle, du 1^{er} juillet 2015 ;

vu le règlement concernant la filière employé de commerce CFC et maturité professionnelle orientation Économie et services, type Économie, modèle i (intégré) en école à plein temps, du 8 juillet 2015 ;

vu le règlement concernant la filière employé de commerce CFC et maturité professionnelle orientation Économie et services, type Économie, modèle 3+1 (concentré) en école à plein temps, du 8 juillet 2015 ;

vu le règlement de la filière de culture générale et maturité spécialisées, du 27 mai 2016 ;

vu le règlement des études pour la formation à plein temps (trois ans, voie CFC, créateur-créatrice de vêtements) de l'École d'arts appliqués du Centre interrégional de formation des Montagnes neuchâteloises, du 14 février 2007 ;

vu le règlement des études pour les formations à plein temps (quatre ans, voie CFC) de l'École d'arts appliqués du Centre interrégional de formation des Montagnes neuchâteloises, du 14 février 2007 ;

vu le règlement des filières de formation initiale des écoles techniques, du 19 octobre 2017 ;

sur la proposition de la conseillère d'État, cheffe du Département de l'éducation et de la famille,

arrête :

Principe	Article premier Les élèves des écoles privées sises en Suisse et les élèves ayant été scolarisé-e-s à domicile sont admis-e-s comme élèves réguliers-ères s'ils ou elles réussissent les examens d'admission.
Inscription	Art. 2 Les élèves s'inscrivent aux examens selon les modalités communiquées au plus tard au mois de mars précédant la rentrée scolaire visée.
Âge limite	Art. 3 Pour s'inscrire, les élèves doivent avoir moins de 18 ans le jour de la rentrée scolaire officielle.
Absence à la session d'examen	Art. 4 ¹ En cas d'absence à la session d'examen pour une raison impérative dûment motivée, une session de rattrapage est organisée.

²En cas de nouvelle absence, il n'est plus possible de se présenter aux examens.

Échec aux examens

Art. 5 En cas d'échec aux examens, il n'est pas possible de se représenter les années suivantes.

Décision

Art. 6 ¹Les résultats sont transmis aux candidat-e-s par l'école organisatrice désignée par le service.

²La décision se prononce sur la réussite ou l'échec dans les filières à plein temps dans lesquelles l'élève s'est inscrit-e.

Admission à l'École d'arts appliqués

Art. 7 ¹L'admission à l'École d'arts appliqués du CIFOM est soumise à un concours spécifique prévu dans le règlement de l'École du CIFOM.

²Les élèves issus des écoles privées et les élèves scolarisé-e-s à domicile passent le test d'aptitudes artistiques pour accéder aux filières CFC en école à plein temps.

³En cas de réussite, ils ou elles peuvent se présenter à l'examen organisé par l'École du CIFOM et portant sur les disciplines de français, allemand, mathématiques et anglais pour accéder en filière maturité professionnelle intégrée (MP1).

Filières régulées

Art. 8 ¹L'admission dans les filières régulées est conditionnée par d'autres exigences prévues dans le règlement de la filière.

²Les élèves issus des écoles privées ou scolarisés à domicile sont également soumis à ces exigences.

³Pour des raisons de calendrier, la procédure de régulation peut avoir lieu avant l'examen d'admission. L'élève doit s'y soumettre.

Dispositions transitoires

Art. 9 ¹Pour la rentrée 2018, les élèves des écoles privées ou scolarisés à domicile seront admis sur la base d'un dossier et considérés comme des élèves en situation provisoire. Ils doivent réunir les conditions de promotion à la fin du premier semestre. En cas de non-promotion, ils doivent quitter la filière.

²Pour la rentrée 2018, les élèves de l'École Moderne sont admis sur la base de la liste fourni par la direction de l'École. Ils sont considérés comme élèves en situation provisoire pour 12 mois. En cas de non-promotion à la fin de la 1^{ère} année, ils doivent quitter la filière.

Entrée en vigueur **Art. 10** ¹La présente directive entre en vigueur immédiatement.

²Elle sera publiée dans la Feuille officielle et insérée au Recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 20 mars 2018

La conseillère d'État,
cheffe du département :

MONIKA MAIRE-HEFTI